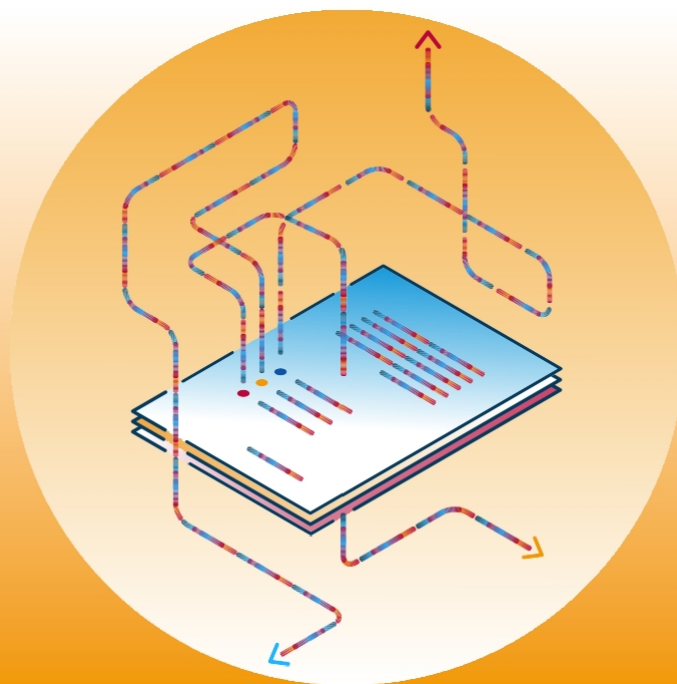




Janvier 2026

IA publique européenne – Note d'orientation

Dr Alek Tarkowski, Dr Felix Sieker

Le paysage actuel de l'IA est façonné par une attraction gravitationnelle massive vers une expansion propriétaire et à forte intensité capitaliste. Cette dynamique a entraîné une concentration de pouvoir sans précédent, le contrôle de l'ensemble du cycle de vie technologique – des calculs bruts et des ensembles de données aux applications finales – étant consolidé entre les mains d'un petit nombre d'acteurs privés non européens. Le développement de l'IA est également de plus en plus présenté comme une course, alimentée par la concurrence entre deux superpuissances, les États-Unis et la Chine, et un groupe restreint d'entreprises basées dans ces deux pays.

L'Union européenne a réagi en adoptant le plan d'action « AI Continent » et une série de stratégies et de programmes connexes, notamment « Invest AI », « Apply AI » et la stratégie « Data Union ». Si l'Europe se lance dans cette course sans définir une logique souveraine de développement de l'IA, elle risque toutefois de dépenser des milliards tout en renforçant sa dépendance vis-à-vis des écosystèmes propriétaires qu'elle cherche à remettre en cause. Une poussée rapide vers le déploiement de solutions d'IA sans fondements souverains risque de construire des services européens sur une infrastructure que l'Europe ne contrôle pas. Ici, la « souveraineté » doit être comprise comme la résilience et la capacité à maintenir des capacités critiques en situation de stress, et non comme l'autarcie technologique ou la volonté de tout construire au niveau national.

Cette note d'orientation propose une voie alternative : une stratégie publique en matière d'IA qui considère l'IA européenne comme une infrastructure numérique publique. Une telle approche axée sur la mission garantirait que l'ensemble du cycle de vie de l'IA – des investissements informatiques dans les usines d'IA au déploiement des projets phares sectoriels Ap-plyAI – soutienne la concurrence et l'innovation sur le marché tout en faisant progresser l'intérêt public et la résilience démocratique.

Cela représente un changement radical, passant d'une course à l'IA axée sur l'offre à une approche axée sur la demande, centrée sur les besoins des citoyens, des communautés et des organisations européens. Cela nécessite une réévaluation fondamentale : l'IA n'est pas une solution qui se justifie d'elle-même, mais un outil dont la valeur doit être mesurée à l'aune de sa capacité à répondre à des besoins publics avérés.

Nous soutenons que les initiatives existantes, bien que nombreuses, sont également fragmentées et visent principalement à faciliter l'entrée sur le marché privé. La réglementation seule ne permettra pas de relever ce défi. L'Union européenne doit soutenir activement le développement d'une famille de modèles de base open source, déployés sous contrôle démocratique, afin de servir de fondement commun aux applications d'IA dans l'intérêt public. Ces modèles devraient constituer le cœur d'une pile publique intégrée d'IA, complétée par des mesures qui garantissent que les calculs, les données et les logiciels sous-jacents sont des biens communs partagés et résilients pour tous les Européens.

L'IA comme technologie normale

Le débat public autour de l'intelligence artificielle oscille souvent entre un optimisme technologique aveugle et des avertissements alarmistes sur les risques existentiels. Certains développeurs affirment que l'intelligence artificielle générale sera une réalité d'ici moins de dix ans. Ces discours polarisés ont toutefois tendance à occulter la manière dont les systèmes d'IA fonctionnent déjà dans la pratique.

Cet article adopte une perspective plus réaliste, considérant l'IA comme une « technologie normale ». Tout en reconnaissant son potentiel d'effets sociaux profonds et progressifs, cette approche se concentre sur les risques systémiques tangibles et les dépendances infrastructurelles que l'IA crée aujourd'hui. La stratégie publique en matière d'IA devrait reposer sur une évaluation lucide des limites actuelles de cette technologie et de son rôle en tant qu'outil souverain d'intérêt public pour l'Europe. Considérer l'IA comme une technologie normale signifie s'éloigner du battage médiatique et se tourner vers la valeur publique.

Le terme « IA » lui-même est imprécis, car il recouvre un large éventail de méthodes informatiques. Dans cette note d'orientation, l'accent est principalement mis sur les systèmes d'IA générative, y compris les grands modèles linguistiques et multimodaux, qui sous-tendent la vague actuelle d'innovation. La proposition englobe également les modèles d'IA spécialisés développés pour des utilisations spécifiques dans les secteurs industriel, scientifique ou public. En abordant ces deux volets, une stratégie publique en matière d'IA vise à construire un écosystème européen d'IA qui fonctionne comme une infrastructure numérique publique.

1 | La concentration du pouvoir dans le domaine de l'IA comme risque majeur

Du point de vue européen, la concentration du pouvoir dans le domaine de l'IA est particulièrement frappante. Sur plus de 30 modèles d'IA parmi les plus performants au monde, seuls deux ont été développés par des entreprises européennes^{1,2}. Presque toutes les grandes entreprises spécialisées dans l'IA sont basées aux États-Unis et en Chine, pays qui sont également en tête en matière d'investissements, de talents et de capacités de recherche et développement dans le domaine de l'IA.

Le rapport de Mario Draghi sur la compétitivité européenne identifie les faiblesses structurelles du secteur technologique européen comme un facteur central de l'écart de productivité entre l'UE et les États-Unis. Aujourd'hui, environ 80 % des produits, services et infrastructures numériques utilisés en Europe sont fournis par des entreprises non européennes.³ Une étude récente illustre l'ampleur de cette dépendance : les dépenses européennes annuelles en services cloud et logiciels s'élèvent à 264 milliards d'euros, dont 83 % vont à des fournisseurs américains.⁴ Trois « hyperscalers » américains représentent plus de 65 % du marché européen et mondial du cloud. Ces entreprises contrôlent de plus en plus plusieurs couches critiques de la pile IA, notamment les semi-conducteurs, l'infrastructure cloud, les modèles et les plateformes de développement,⁵ et elles renforcent leur pouvoir grâce à

- 1 Epoch AI, « Plus de 30 modèles d'IA ont été formés à l'échelle du GPT-4 », Epoch AI Data Insights, 30 janvier 2025, <https://epoch.ai/data-insights/models-over-1e25-flop>
- 2 L'un des critères de référence les plus largement cités pour évaluer la qualité des modèles de pointe provient d'Epoch AI, qui estime le calcul de formation utilisé pour les modèles de pointe. Epoch AI définit les « grands modèles » comme ceux qui sont formés à l'aide de plus de 10²⁵ opérations en virgule flottante (FLOP). Les FLOP sont la mesure standard de la puissance de calcul, quantifiant le nombre de calculs qu'un processeur peut effectuer, généralement mesuré par seconde. Le premier modèle formé à cette échelle a été le GPT-4, publié par OpenAI en mars 2023. En juin 2025, 33 modèles d'IA avaient franchi ce seuil. Parmi ceux-ci, seuls deux ont été développés en Europe, tous deux par Mistral.
- 3 Parlement européen, Rapport sur la souveraineté technologique européenne et l'infrastructure numérique, A10-0107/2025 (Bruxelles : Parlement européen, 11 juin 2025), https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0107_EN.html
- 4 Cigref, La dépendance technologique aux logiciels et services cloud américains : une estimation des conséquences économiques en Europe (Paris : Cigref, 25 avril 2025), <https://www.cigref.fr/la-dependance-technologique-aux-software-cloud-services-americains-une-estimation-des-consequences-economiques-en-europe>
- 5 Max von Thun et Daniel A. Hanley, Empêcher les géants de la technologie de devenir les géants de l'IA : une feuille de route pour utiliser la politique de concurrence afin de maintenir l'intelligence artificielle ouverte à tous (Washington, DC : Open Markets Institute, 2024), <https://www.openmarketsinstitute.org/publications/report-stopping-big-tech-big-ai-roadmap>

investissements.⁶ En 2023, les deux tiers des 27 milliards de dollars levés par les entreprises émergentes dans le domaine de l'IA provenaient des grandes entreprises technologiques.⁷

Cet écart se creuse, sous l'effet d'investissements privés sans précédent dans les technologies du cloud et de l'IA. En 2024, les investissements des entreprises dans l'IA ont atteint 252 milliards de dollars, soit une augmentation de 26 % par rapport à l'année précédente. Les investissements sont fortement concentrés aux États-Unis, qui ont représenté 109 milliards de dollars d'investissements privés dans l'IA, contre 9 milliards de dollars en Chine et 19 milliards de dollars au total dans les États membres de l'UE⁸. Début 2025, OpenAI, Oracle et SoftBank ont annoncé un investissement de 500 milliards de dollars dans l'infrastructure cloud, suivi peu après par des engagements similaires de la part d'autres grands fournisseurs de cloud et d'IA.

Pour l'Europe, ces développements représentent à la fois un risque économique et un défi pour l'autonomie stratégique, les principes démocratiques et le modèle social de l'UE. La question va au-delà de la domination du marché ou du leadership en matière de recherche par des acteurs non européens. Lorsqu'un petit nombre de fournisseurs privés contrôlent l'infrastructure centrale de l'IA et les modèles de base clés, et qu'il n'existe pas d'alternatives publiques ou européennes crédibles, les gouvernements, les régulateurs, les institutions publiques, la société civile et les entreprises européennes deviennent structurellement dépendants de leurs choix techniques, de leurs prix et de leurs modèles commerciaux. Ces offres sont conçues pour maximiser la valeur pour les actionnaires, indépendamment du contexte de déploiement ou de l'intérêt public.

Les entreprises et les institutions publiques européennes restent dépendantes des sociétés étrangères à chaque étape du processus de production de l'IA générative, de l'accès aux puces avancées et aux infrastructures cloud à grande échelle à la formation, au réglage et au déploiement des modèles de base. Plus largement, la dépendance de l'UE à l'égard des plateformes numériques dominantes pour les infrastructures critiques à tous les niveaux de la pile Internet l'expose à un risque stratégique.

dépendance. Le développement d'une infrastructure d'IA souveraine sera essentiel pour réduire ces dépendances.

Dans ce contexte, la souveraineté ne signifie pas l'autarcie technologique, mais la résilience. Compte tenu de la profondeur de l'interdépendance mondiale dans les chaînes d'approvisionnement de l'IA, la souveraineté totale n'est ni réaliste ni souhaitable. La résilience implique plutôt de réduire les vulnérabilités critiques tout en approfondissant la coopération avec des partenaires partageant les mêmes idées. Dans la pratique, cela pourrait signifier veiller à ce que les ressources informatiques destinées à des secteurs critiques tels que la défense ou la santé soient physiquement situées au sein de l'UE et exploitées par des entreprises européennes, même si les composants sous-jacents continuent d'être achetés en dehors du bloc.

Le recours à des services non européens est donc plus qu'une simple préoccupation économique, et la concentration du pouvoir sur les marchés du cloud et de l'IA n'est pas seulement une question de parts de marché ou de capacités technologiques. L'IA générative et l'infrastructure cloud sont omniprésentes. Elles sous-tendent des services quotidiens tels que la recherche, la navigation et la communication ; elles sont de plus en plus intégrées dans l'administration publique, l'éducation et les soins de santé ; elles façonnent les systèmes sensibles en matière de sécurité, notamment la défense, les réseaux énergétiques, les transports et les télécommunications ; et elles influencent les flux d'informations, les médias et le débat politique.

Lorsque le contrôle de ces infrastructures essentielles est entre les mains d'un groupe restreint d'entreprises étrangères, cela crée des risques pour la sécurité et la résilience de l'Europe, sa capacité à innover selon ses propres conditions, ses objectifs environnementaux, compte tenu de l'intensité en ressources de l'IA et des centres de données, et la protection de son modèle social et de ses droits fondamentaux. Ces préoccupations se reflètent, entre autres, dans les récentes conclusions du Conseil sur la compétitivité européenne dans la décennie numérique⁹.

2 | Définir l'IA publique

La concentration rapide du pouvoir sur le marché de l'IA nécessite un changement fondamental vers une IA publique. Ce cadre politique traite l'intelligence artificielle comme une infrastructure numérique publique essentielle et englobe

6 Nathan Kim et David Gray Widder, « Le « Big Cloud » renforce son pouvoir grâce à des investissements omniprésents », TechPolicy.Press, 12 août 2025, <https://www.techpolicy.press/big-cloud-is-building-pow-er-via-pervasive-investments/>

7 George Hammond, « Big Tech outspends venture capital firms in AI investment frenzy », 29 décembre 2023, <https://www.ft.com/content/c6b47d24-b435-4f41-b197-2d826cce9532>

8 Stanford University Human-Centered AI, AI Index Report 2025 (Stanford, Californie : Université de Stanford, 2025), https://hai.stanford.edu/assets/files/hai_ai_index_report_2025.pdf

9 Conseil de l'Union européenne, ST-16430-2025-INIT (Bruxelles : Conseil de l'Union européenne, 2025), <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-16430-2025-INIT/en/pdf>

des interventions politiques qui soutiennent la création d'alternatives aux systèmes d'IA commerciaux dominants.

Contrairement à ces modèles propriétaires, l'IA publique repose sur trois piliers fondamentaux conçus pour garantir que les avantages des technologies d'IA servent l'intérêt général plutôt que les intérêts privés des actionnaires.

- 1. Accès universel, égalitaire et non discriminatoire.** Les composants de l'IA publique – notamment les calculs, les modèles, les données, les applications et les logiciels – doivent être accessibles via des licences ouvertes, des normes ouvertes ou des exigences d'interopérabilité, et intégrés dans des écosystèmes open source.
- 2. Des objectifs publics axés sur la mission.** Plutôt que de privilégier la concurrence sur le marché pour elle-même, l'IA publique se concentre sur la promotion d'objectifs publics et comble les lacunes laissées par les acteurs du marché. Les infrastructures d'IA publique génèrent souvent des biens publics numériques¹⁰ – des ressources qui créent une valeur sociale au-delà du simple rendement basé sur le marché.
- 3. Contrôle public.** Pour répondre à la norme de « caractère public », l'infrastructure de l'IA nécessite une surveillance publique significative, un financement public ou une fourniture et une exploitation publiques directes. Cela peut également impliquer la participation des citoyens à la gouvernance ou l'obligation pour le public de détenir une participation majoritaire dans les innovations couronnées de succès.

Ce cadre s'aligne sur la Charte de Paris sur l'IA dans l'intérêt public, signée lors du Sommet sur l'action en matière d'IA de 2025, qui définit la vision politique suivante :

« Les avantages de l'IA dans l'intérêt public reposent sur la création de biens publics et d'infrastructures ouverts, offrant une alternative à la concentration actuelle du marché, garantissant la participation démocratique, renforçant la responsabilité et développant des solutions durables sur le plan environnemental. Pour concrétiser cette vision, nous nous concentrons sur la mise en place de conditions favorables à la création d'infrastructures dans des domaines présentant des avantages avérés pour l'intérêt public. »¹¹

¹⁰ Digital Public Goods Alliance, Digital Public Goods (2025), <https://www.digitalpublicgoods.net/digital-public-goods>

¹¹ Élysée, Charte de Paris sur l'intelligence artificielle dans l'intérêt public, 11 février 2025, <https://www.elysee.fr/en/emman-uel-macron/2025/02/11/the-paris-charter-on-artificial-intelligence-in-the-public-interest>

L'Union européenne doit désormais aller au-delà des déclarations de haut niveau et officialiser l'IA publique comme un pilier de sa stratégie numérique. Pour cela, la Commission européenne doit traduire ces engagements en une feuille de route cohérente en matière de réglementation et d'investissement qui donne la priorité à la fourniture de biens publics. Cependant, pour être efficace, une stratégie publique en matière d'IA doit être mise en œuvre à tous les niveaux de l'infrastructure de l'IA.

3 | L'IA publique en tant que politique globale

Pour être efficace, une stratégie publique en matière d'IA doit aller au-delà des interventions ponctuelles et adopter une vision intégrée de l'ensemble de la pile technologique de l'IA, plutôt que de traiter chaque couche individuellement. Dans le secteur privé, les entreprises dominantes consolident leur pouvoir de marché grâce à une intégration verticale entre les différentes couches, façonnant ainsi des écosystèmes entiers. L'UE doit adopter une approche coordonnée similaire, en intégrant les piliers fondamentaux de l'IA publique – accès, objectifs axés sur la mission et contrôle public – à tous les niveaux de la pile. Ce faisant, l'Europe peut construire un écosystème résilient qui renforce la souveraineté européenne en réduisant la dépendance structurelle à l'égard des solutions propriétaires. À son niveau le plus élémentaire, la pile d'infrastructures publiques d'IA se compose de cinq couches interconnectées : calcul, données, modèles, applications et logiciels.

Cette pile décrit principalement l'aspect « offre » de l'IA : l'infrastructure, les outils et les services qui permettent le développement et le déploiement de l'IA. Cependant, pour une politique efficace en matière d'IA, l'aspect « demande » est tout aussi important. Les mesures visant à accroître l'adoption de l'IA – notamment le soutien ciblé aux cas d'utilisation dans le secteur public, les incitations pour les petites et moyennes entreprises, les normes et les orientations pour un déploiement responsable, et les marchés publics stratégiques – sont essentielles pour garantir que cette infrastructure soit utilisée de manière à favoriser l'innovation, à renforcer la souveraineté européenne et à faire progresser les objectifs d'intérêt public.

À ce jour, la Commission européenne et les États membres ont largement concentré l'intervention publique sur l'augmentation de la capacité de calcul. Ces investissements ne doivent toutefois pas être considérés comme une fin en soi, d'autant plus qu'un rééquilibrage rapide à ce seul niveau

Couche	Description	Composants publics de l'IA
Calcul	Infrastructure physique et logicielle fondamentale qui permet le développement de l'IA, notamment les processeurs, les puces et les centres de données. Des processeurs ou des puces spécialisés sont associés à des cadres logiciels et intégrés dans des centres de données. La puissance de calcul est fournie soit sur site, soit via des plateformes cloud.	Ressources informatiques publiques.
Données	Le stockage, le traitement et le transfert des ensembles de données utilisés pendant les phases de formation et de post-formation. Cette couche comprend également les entrées de données en temps réel nécessaires à l'étape d'inférence pour générer les résultats du modèle.	Données communes pour la formation à l'IA.
Modèles	Modèles d'IA généraux ou spécialisés qui fonctionnent comme des ressources réutilisables pour un large éventail de solutions d'IA. Ces modèles sont généralement déployés sous forme de services basés sur le cloud.	Modèles d'IA open source, benchmarks ouverts.
Applications intégrés.	Systèmes et services destinés aux utilisateurs dans lesquels des modèles d'IA sont Leur fonctionnement nécessite une capacité de calcul supplémentaire, souvent appelée « calcul d'inférence ».	Solutions d'IA publiques axées sur des objectifs, basées sur des modèles d'IA open source ; protocoles ouverts pour le déploiement de l'IA.
Logiciels	Une couche transversale couvrant l'ensemble de la pile, des outils d'optimisation propriétaires aux frameworks d'apprentissage profond open source.	Bibliothèques logicielles critiques partagées en tant que logiciels open source.

est peu probable compte tenu de la concentration et de l'intensité capitalistique des marchés informatiques. L'Union européenne ne peut pas atteindre la souveraineté uniquement grâce à l'informatique. Il existe donc un risque que la politique en matière d'IA renforce les dépendances existantes en subventionnant des solutions d'IA propriétaires.

Le plan d'action pour le continent de l'IA, proposé en avril 2025, représente une première étape vers une stratégie plus large qui étend l'intervention aux couches adjacentes de la pile. Cela implique d'harmoniser les mesures relatives à l'accès aux données et à leur qualité, à la disponibilité et à la gouvernance des modèles, au soutien des infrastructures logicielles critiques et à la supervision de la manière dont les applications d'IA sont acquises et déployées, afin que les progrès réalisés dans un domaine renforcent les avancées dans d'autres.

La politique publique en matière d'IA devrait reposer sur le principe que, même si une pile IA entièrement souveraine n'est ni réalisable ni souhaitable, les dépendances peuvent être considérablement réduites et les systèmes d'IA peuvent être plus clairement orientés vers l'intérêt public.

4 | Les arguments en faveur d'une IA publique européenne

Le contexte mondial du développement de l'IA est de plus en plus présenté comme une « course à l'IA », une dynamique qui façonne le contexte mondial du développement de l'IA. Cette dynamique est largement dominée par les États-Unis et la Chine, tandis que l'Union européenne est encore en train de définir son rôle. Les dépenses sans précédent en matière de puissance de calcul sont motivées par les lois d'échelle qui sous-tendent le paradigme dominant du développement de l'IA

, dans lequel les performances des modèles s'améliorent à mesure que les volumes de données, la capacité de calcul et la taille des modèles augmentent. En conséquence, les systèmes modernes d'IA générative s'appuient sur des méthodes d'entraînement très gourmandes en données et en puissance de calcul ¹². La concurrence entre les deux grandes puissances, combinée à cette dynamique technologique, pousse les acteurs étatiques et privés à investir dans des infrastructures toujours plus importantes afin d'acquérir un pouvoir de marché et une influence géopolitique.

La fenêtre d'intervention se referme rapidement. Des investissements astronomiques sont réalisés, le contrôle des couches d'infrastructure clés se consolide et les acteurs en place érigent des barrières à l'entrée pour les nouveaux acteurs du marché, y compris les entreprises européennes. Sans mesures proactives, les avantages des technologies d'IA risquent de profiter à une minorité privilégiée, tandis que les risques – de la désinformation aux biais algorithmiques – affecteront de manière disproportionnée les citoyens, les communautés et les institutions européens.

L'Union européenne doit développer des technologies et des solutions d'IA, mais selon ses propres conditions. Tenter de reproduire les approches des États-Unis ou de la Chine n'est ni réaliste ni souhaitable, même si la « course à l'armement de l'IA » définit le contexte général. L'Europe ne dispose pas des ressources nécessaires pour rivaliser dans ces conditions. Elle doit plutôt définir une troisième voie pour l'IA et construire une alliance de partenaires partageant les mêmes idées autour d'une vision commune et multi-

¹² Jared Kaplan et al., « Scaling Laws for Neural Language Models », arXiv (2020), <https://arxiv.org/abs/2001.08361>

effort de développement national commun. Cela pourrait inclure des pays voisins tels que le Royaume-Uni et la Norvège, des partenaires du G7 tels que le Canada et la Corée du Sud, et des leaders émergents tels que le Brésil et l'Inde. La coopération devrait impliquer la mise en commun active des ressources – des infrastructures informatiques et des ensembles de données aux composants logiciels – ainsi que le développement conjoint de modèles d'IA open source. Une telle alliance permettrait aux économies de taille moyenne d'atteindre l'échelle requise pour le développement de modèles de pointe, transformant ainsi l'IA souveraine en un atout multinational partagé.

Les décideurs politiques européens doivent également évaluer les coûts d'opportunité d'un investissement à grande échelle dans l'IA. Chaque euro consacré à l'IA est un euro qui n'est pas investi dans d'autres priorités politiques, d'autant plus que les avantages supposés du développement et de l'adoption de l'IA restent à prouver. La mise en place d'une infrastructure numérique publique de base pour l'accès aux ressources informatiques, aux données et au développement de modèles devrait donc être la pierre angulaire de la stratégie de l'Union européenne en matière d'IA.

La Commission européenne a pris conscience de ces défis et y a répondu en publiant, en avril 2025, le **plan d'action « AI Continent »**. Ce plan définit l'ambition de l'UE de positionner l'Europe comme « leader mondial de l'intelligence artificielle », sur la base d'une approche distincte.

Si elle présente le développement de l'IA comme une « course à la suprématie dans le domaine de l'IA », elle met également l'accent sur l'objectif de promouvoir une « marque européenne d'innovation ouverte ». Parmi les cinq domaines prioritaires du plan, trois sont particulièrement pertinents pour une stratégie publique en matière d'IA : l'extension de la capacité de calcul de l'Europe, l'amélioration de l'accès à des données de haute qualité pour l'utilisation de l'IA et le soutien au déploiement de l'IA dans des secteurs stratégiques. Les autres priorités concernent la réforme réglementaire et le développement des compétences et des talents. Le financement sera assuré par l'initiative InvestAI, qui vise à mobiliser

50 milliards d'euros de fonds publics pour mobiliser 150 milliards d'euros supplémentaires

150 milliards d'euros supplémentaires auprès des investisseurs privés et de l'industrie.

Si le plan d'action pour le continent de l'IA décrit les éléments techniques clés d'une pile européenne d'IA (calcul, données et modèles), il ne parvient pas à définir une stratégie publique cohérente en matière d'IA. En traitant ces couches comme des objectifs techniques distincts plutôt que comme des composants d'une infrastructure numérique publique intégrée, la Commission risque de dépenser des milliards pour une fondation

qui n'apporte ni compétitivité accrue ni autonomie stratégique. Bien que le plan fasse référence aux valeurs européennes et à la collaboration open source, il manque d'orientation stratégique et d'orientation publique explicite nécessaires pour garantir que ces investissements servent l'intérêt général.

La stratégie « Apply AI », présentée en octobre 2025, met l'accent sur le déploiement de l'IA dans des secteurs stratégiques à travers 11 programmes phares sectoriels. En l'absence d'un mandat public clair en matière d'IA, l'investissement prévu de plus d'un milliard d'euros risque de servir principalement à subventionner des entreprises privées. Sans exigences explicites en matière d'accès universel et de contrôle public des solutions d'IA, la « politique donnant la priorité à l'IA » proposée est susceptible d'accélérer le déploiement d'outils propriétaires qui ne profitent pas au modèle social européen dans son ensemble.

L'initiative « Frontier AI » constitue un test crucial de ce changement stratégique. Du point de vue de l'IA publique et de la souveraineté européenne, elle est l'élément le plus important de cette approche globale. L'initiative repose sur l'idée qu'« il est prioritaire de veiller à ce que les modèles européens dotés de capacités de pointe renforcent la souveraineté et la compétitivité d'une manière fiable et centrée sur l'humain ». Pour atteindre cet objectif, le développement open source doit être établi comme un principe non négociable. Utiliser les usines et les gigafactories d'IA pour développer autre chose qu'une famille de « modèles phares » permanents, ouverts et gérés de manière démocratique reviendrait à gaspiller une occasion rare de construire une infrastructure d'IA indépendante.

Les principes open source sont essentiels si l'on veut que ces modèles servent de plateformes pour l'innovation distribuée, y compris l'innovation dans l'intérêt public.

Enfin, la **stratégie pour l'Union des données**, annoncée en novembre 2025, vise à élargir l'accès à des données de haute qualité pour le développement de l'IA et à remédier aux pénuries actuelles. Elle s'appuie sur des efforts antérieurs, dans le cadre desquels la Commission a investi 336 millions d'euros entre 2021 et 2024 dans 14 espaces de données européens communs. Ces initiatives fournissent des cadres sectoriels spécifiques pour le partage volontaire de données.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie, l'UE prévoit de lancer une initiative phare investissant dans des ensembles de données sécurisés, de haute qualité et interopérables

interopérables qui reflètent les valeurs et les normes européennes, permettant ainsi à l'Europe d'« utiliser ses propres données » pour le développement de l'IA. Il est également prévu d'élargir la liste des ensembles de données à forte valeur ajoutée mis à disposition par le secteur public, de créer une fédération de référentiels de données scientifiques dans le cadre du nuage européen pour la science ouverte et d'étendre les ensembles de données linguistiques grâce à l'Alliance pour les technologies linguistiques (ALT-EDIC).

Une évolution cruciale de cette stratégie est l'introduction de laboratoires de données situés au sein des usines d'IA. Ceux-ci sont destinés à servir de « ciment institutionnel » reliant les détenteurs de données, les développeurs d'IA et les infrastructures informatiques. Toutefois, pour s'aligner sur un cadre public en matière d'IA, les décideurs politiques doivent veiller à ce que ces laboratoires ne deviennent pas de simples centres de services pour les start-ups privées. Ils devraient plutôt s'appuyer sur le concept d'un patrimoine commun européen en matière de données. L'objectif devrait aller au-delà de l'élargissement de l'accès pour inclure un contrôle public et une orientation claire vers des applications d'IA qui servent l'intérêt public.

5 | La nécessité d'une intervention publique en matière d'IA

Les stratégies annoncées par la Commission européenne constituent une première base pour une approche européenne publique en matière d'IA. Elles reconnaissent à juste titre la nécessité d'une intervention stratégique à tous les niveaux de la chaîne de l'IA.

Toutefois, pour contrer efficacement la concentration croissante du pouvoir et garantir que le développement de l'IA serve l'intérêt public, ces efforts doivent être affinés et coordonnés sur le plan stratégique. Les recommandations suivantes décrivent les changements nécessaires en matière d'orientation, de gouvernance et d'investissement dans les domaines de la puissance de calcul, des modèles d'IA et des données.

Calcul

L'un des éléments centraux du plan d'action « Continent IA » est l'augmentation de la capacité de calcul. Dans le cadre de cet effort, la Commission européenne renforce l'initiative « AI Factories », qui modernise le réseau européen existant de supercalculateurs avec des processeurs optimisés pour l'intelligence artificielle. Ces installations sont destinées à

mettre des ressources informatiques avancées à la disposition des petites et moyennes entreprises, des chercheurs et des start-ups, leur permettant ainsi de créer, de former et de tester des systèmes d'IA qui seraient autrement hors de leur portée. Fin 2025, 19 usines d'IA avaient été sélectionnées à travers l'Europe : sept annoncées en décembre 2024, six en mars 2025 et six autres après une troisième sélection mi-2025.

Parallèlement à cette initiative, la Commission a annoncé des projets de gigafactories d'IA : de très grands centres de données dédiés au développement et à la formation de systèmes d'IA complexes à une échelle jusqu'alors inconnue en Europe. Chaque gigafactory devrait être équipée de plus de 100 000 processeurs IA haute performance, comparables aux GPU de classe H100, contre un maximum de 25 000 processeurs prévus pour les plus grandes usines IA. Jusqu'à cinq gigafactories sont envisagées, soutenues par un fonds dédié de 20 milliards d'euros. Ce financement fait partie d'InvestAI, un programme d'investissement plus large de 200 milliards d'euros pour l'intelligence artificielle, et devrait couvrir environ un tiers des dépenses d'investissement pour chaque installation.¹³

Si les usines d'IA et les gigafactories partagent une base technologique commune, ces dernières représentent un changement qualitatif tant en termes d'échelle que d'objectif. Selon la Commission européenne, elles sont explicitement conçues pour permettre à l'Europe de former et de déployer des modèles d'IA « avec des centaines de milliers de milliards de paramètres ».

En revanche, la stratégie Apply AI étend le rôle des gigafactories au-delà de la formation et du déploiement de modèles de pointe. Elle les présente comme une infrastructure informatique pour un éventail plus large d'applications sectorielles, notamment la formation de modèles pour la défense et l'espace, et l'accélération du développement de modèles et de plateformes logicielles pour la conduite autonome et les systèmes de gestion des véhicules. Dans cette interprétation, les gigafactories fonctionnent comme une infrastructure informatique partagée au service de divers cas d'utilisation, y compris des applications d'IA d'intérêt public, plutôt que de se concentrer exclusivement sur des modèles de base de pointe.

¹³ Commission européenne, Plan d'action pour un continent de l'IA (Bruxelles : Commission européenne, 2025), <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/ai-continent-action-plan>

À l'heure actuelle, cependant, les deux stratégies ne sont pas tout à fait alignées sur l'objectif des gigafactories d'IA. Le plan d'action pour un continent de l'IA suppose implicitement un modèle client-fournisseur centré sur un ou un petit nombre de laboratoires avec des charges de travail de formation soutenues et à grande échelle. Le profil actuel de la demande en Europe rend cette hypothèse difficile à soutenir. À l'échelle mondiale, seuls quelques laboratoires – modèle de client unique centré sur un ou un petit nombre de laboratoires ayant des charges de travail de formation soutenues et à grande échelle. Le profil actuel de la demande en Europe rend cette hypothèse difficile à soutenir. À l'échelle mondiale, seuls quelques laboratoires, dont OpenAI, Google, Anthropic, xAI et Meta, génèrent régulièrement de telles charges de travail. En Europe, il n'existe actuellement qu'un seul laboratoire de pointe, Mistral, capable de jouer un rôle comparable.¹⁴ Ces entreprises ont joué le rôle de clients pivots dans le développement informatique mondial existant, garantissant des taux d'utilisation élevés. En Europe, en revanche, un modèle multi-clients qui agrège la demande d'un ensemble diversifié d'utilisateurs – notamment des entreprises, des start-ups, des universités et le secteur public – est susceptible de mieux convenir aux méga-usines d'IA.¹⁵

Une approche multi-clients répondant à des charges de travail IA faibles à modérées correspond également davantage aux besoins publics en matière d'IA. De nombreuses applications d'IA d'intérêt public ne nécessitent pas des niveaux de calcul extrêmes. De plus, le développement de modèles ouverts solides pouvant servir de base aux applications d'IA publiques n'exige pas la même intensité de calcul que les modèles américains de pointe, tels que GPT-5, qui nécessiterait environ 100 000 GPU pour deux cycles d'entraînement.¹⁶ Dans l'ensemble, cela suggère que les investissements de l'UE dans le calcul devraient être plus clairement orientés vers les objectifs publics en matière d'IA et que les gigafactories devraient adopter un modèle d'exploitation aligné sur la demande actuelle et prévisible en Europe.

Recommandations politiques

Renforcer l'accent mis sur les objectifs publics en matière d'IA.

Les investissements dans la puissance de calcul – et en particulier l'initiative des gigafactories – nécessitent une orientation beaucoup plus claire vers les objectifs publics en matière d'IA. Si les usines d'IA et les gigafactories doivent soutenir un large éventail d'efforts de développement de l'IA, l'importance stratégique de l'IA publique doit être explicitement reconnue et considérée comme prioritaire.

L'absence d'une orientation axée sur la mission consistant à utiliser les investissements dans le calcul et les données pour permettre des applications publiques européennes de pointe en matière d'IA est la lacune la plus importante du plan d'action « Continent IA ». La communication ne reconnaît pas non plus la valeur de l'IA open source, malgré les dispositions de la loi sur l'IA qui créent des conditions favorables à ces systèmes.

Adopter un modèle opérationnel clair pour les gigafactories d'IA.

En l'absence de grands clients phares en Europe, un modèle multi-clients qui regroupe la demande d'un ensemble diversifié d'utilisateurs semble plus approprié. Pour servir cette base d'utilisateurs, les gigafactories devraient se concentrer en particulier sur les applications commerciales et publiques de l'IA plutôt que sur des cas d'utilisation purement axés sur la recherche, et fonctionner comme des guichets uniques. Cela implique d'offrir plus que de la simple puissance de calcul, notamment un stockage permanent pour les biens communs numériques tels que les ensembles de données et les modèles ouverts, des services d'inférence publics, la possibilité d'exécuter des charges de travail commerciales et opérationnelles sur site, ainsi qu'une couche de base d'intégration, des piles logicielles sélectionnées et une assistance technique. La Commission européenne devrait explicitement prendre en compte un tel modèle opérationnel lors de l'évaluation des propositions de gigafactories.

Modèles

Le développement de modèles d'IA axés sur la demande, tant généraux que spécialisés, devrait être au cœur de la stratégie européenne en matière d'IA. Une attention accrue accordée au développement de modèles permettrait de tirer parti de la valeur générée par les investissements publics dans le calcul et les données et, surtout, de canaliser ces ressources vers la création d'alternatives viables aux systèmes d'IA commerciaux dominants.

14 Julia Christina Hess et Felix Sieker, Built for Purpose? De-mand-Led Scenarios for Europe's AI Gigafactories (note d'orientation, Bertelsmann Stiftung et interface e.V., 22 octobre 2025), https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/BSSt/Publikationen/GrauePublikationen/Final_251021-ai-giga-factories.pdf

15 Julia Christina Hess et Felix Sieker, « Built for Purpose? Scénarios axés sur la demande pour les gigafactories européennes d'IA (note d'orientation, Bertelsmann Stiftung et interface e.V., 22 octobre 2025), https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/BSSt/Publikationen/GrauePublikationen/Final_251021-ai-giga-factories.pdf

16 Matthew Griffin, « OpenAI GPT-5 coûte 500 millions de dollars par cycle de formation et échoue encore », Fanatical Futurist, mai 2025, <https://www.fanaticalfuturist.com/2025/05/openai-gpt-5-is-costing-500-million-per-training-run-and-still-failing/>

À ce jour, le soutien de la Commission européenne au développement de modèles a été limité. Le Grand Défi IA, lancé en novembre 2024, a récompensé quatre entreprises en leur accordant 1 million d'euros et 8 millions d'heures de calcul à la mi-2025. Les lauréats ont eu 12 mois pour publier leurs modèles sous « une licence open source à usage non commercial » ou pour publier les résultats de leurs recherches. OpenEuroLLM, un projet de trois ans lancé début 2025, a reçu près de 40 millions d'euros pour développer une famille de modèles linguistiques open source multilingues et hautement performants. Au niveau national, diverses initiatives publiques et publiques-privées ont permis de former des modèles open source ou open weights, notamment Alia et Aina en Espagne, PLLuM et Bie-lik en Pologne, GPT-SW3 en Suède et Teuken en Allemagne. Ces efforts constituent des premières étapes importantes, mais ils ne suffisent pas à eux seuls pour produire des modèles à la fois performants et compétitifs à l'échelle mondiale.

L'initiative Frontier AI, annoncée dans le cadre de la stratégie Apply AI, vise à « accélérer les progrès » dans le domaine des capacités d'IA de pointe. La stratégie prévoit également le développement de modèles de pointe spécifiques à certains secteurs, notamment l'espace, l'industrie manufacturière et les systèmes terrestres. À l'heure actuelle, cependant, la manière dont l'initiative s'appuiera sur les efforts existants n'est pas encore très claire, et la coordination entre les programmes reste un défi important.

L'initiative devrait explicitement donner la priorité au développement d'une famille de modèles de fondations publiques européennes : des modèles open source permanents, gérés de manière démocratique, qui aspirent à rester à la pointe ou près de la pointe des capacités de l'IA. En tant que technologie à usage général, ces modèles pourraient devenir le moteur de la création de valeur publique et fournir l'infrastructure technologique d'un écosystème européen d'IA générative ¹⁷.

Cependant, la stratégie européenne en matière d'IA n'a pas besoin de choisir entre les grands modèles de fondation et les alternatives plus modestes. Les deux voies de développement de l'IA sont viables et se renforcent mutuellement. Les modèles de fondation, appelés IA à usage général, sont au cœur de l'IA actuelle.

. Les modèles plus petits, en revanche, nécessitent moins de puissance de calcul et offrent des avantages en termes d'efficacité, d'accessibilité et de personnalisation, ce qui les rend bien adaptés à un déploiement sur des appareils aux ressources limitées, dans des environnements informatiques de pointe et dans des applications spécifiques à un domaine.

Cette approche à deux volets favorise un écosystème d'IA open source qui bénéficie d'un modèle central performant tout en investissant dans des solutions plus spécialisées et durables. Elle combine également la capacité polyvalente d'un modèle central phare avec des solutions plus spécialisées et durables adaptées à des besoins spécifiques. Compte tenu de la rapidité des changements dans le domaine du développement de l'IA, la politique publique en matière d'IA doit s'appuyer sur une compréhension claire des avancées technologiques qui permettent de disposer de modèles plus abordables mais tout aussi performants, ainsi que sur des investissements ciblés qui renforcent l'ensemble de l'écosystème open source de l'IA et soutiennent l'innovation dans l'intérêt public.

Recommandations politiques

Garantir l'open source et la transparence des modèles.

L'initiative Frontier AI doit s'engager à ouvrir les modèles et à garantir une transparence totale, conformément à la loi sur l'IA. Les modèles doivent être mis à disposition selon des conditions qui accordent aux utilisateurs la liberté de les utiliser, de les étudier, de les modifier et de les partager. Cela nécessite que le code, les architectures et les paramètres des modèles soient librement accessibles. En ce qui concerne les données, les modèles ouverts doivent s'appuyer autant que possible sur des ensembles de données ouverts, accompagnés d'une documentation complète sur les sources et la composition des données. L'open source est également une mesure favorable à la concurrence : les technologies d'IA financées par des fonds publics peuvent être utilisées par les entreprises, les institutions publiques et les communautés européennes sans créer de nouvelles dépendances qui mettent en péril la souveraineté européenne.

Donner la priorité au développement d'une famille de modèles de fondations publiques européennes.

Ces modèles phares doivent être à la pointe de la technologie en termes de capacités. S'il n'est peut-être pas possible – ni même souhaitable – d'égaliser les modèles commerciaux les plus performants, les développements récents suggèrent que les avantages liés au fait d'être le premier à agir s'amenuisent. Des modèles tels que DeepSeek et K2-Think illustrent comment des techniques telles que la distillation de modèles peuvent

¹⁷ Felix Sieker et al., « Public AI - white paper », Bertelsmann Stiftung (2025), <https://www.bertelsmann-stiftung.de/de/publikationen/publikation/did/public-ai-white-paper-a-public-alternative-to-private-ai-dominance>

permettre le développement de systèmes performants avec des ressources relativement limitées¹⁸. L'initiative devrait donner la priorité au développement d'une suite complète de solutions technologiques linguistiques, notamment des modèles vocaux, des systèmes de traduction multilingues et des encodeurs de type BERT. Ceux-ci devraient être complétés par des modèles spécialisés pour d'autres domaines scientifiques, tels que le modèle du système terrestre mentionné dans la stratégie « Apply AI ».

Dans un premier temps, l'initiative devrait définir un modèle de développement clair qui aligne les infrastructures et les capacités informatiques disponibles sur des objectifs spécifiques de développement de l'IA. Parallèlement, il convient de soutenir la recherche ciblée sur des approches alternatives de développement de l'IA, en mettant l'accent sur l'amélioration de l'efficacité de la formation. Une telle innovation pourrait réduire la demande en énergie et les coûts d'exploitation, rendant ainsi les capacités avancées de l'IA plus accessibles aux institutions publiques et aux organismes de recherche.

Investir dans les logiciels communs et les normes ouvertes.

Des investissements ciblés sont nécessaires pour soutenir le développement de composants logiciels clés pour le développement de l'IA en tant que biens publics numériques. Malgré leur rôle central, de nombreux outils largement utilisés, des bibliothèques Python pour la préparation des données telles que pandas aux bibliothèques d'apprentissage automatique telles que scikit-learn, sont confrontés à des défis persistants en matière de durabilité. Le financement public peut jouer un rôle clé pour garantir leur maintenance, leur sécurité et leur développement à long terme. Parmi les exemples précédents, on peut citer l'engagement de 32 millions d'euros de la France pour soutenir scikit-learn dans le cadre de sa stratégie nationale en matière d'IA et le soutien de l'Agence allemande pour les technologies souveraines aux bibliothèques Python de base.

Le développement de normes et de benchmarks ouverts est une mesure tout aussi importante. Les normes ouvertes sont essentielles pour orchestrer les modèles, notamment en garantissant l'interopérabilité entre diverses solutions propriétaires et non propriétaires. Et les benchmarks ouverts sont essentiels pour mesurer les capacités des modèles et leur impact sociétal. Si les benchmarks existants mettent largement l'accent sur les capacités techniques, les efforts futurs devraient également évaluer dans quelle mesure les systèmes d'IA ad-

promouvoir les objectifs publics, en particulier dans les secteurs réglementés où les enjeux en matière de sécurité publique ou d'intérêt général sont importants.

Données

Les principaux développeurs d'IA ne font guère d'efforts pour partager des ensembles de données réutilisables et de haute qualité. Cela vaut même pour les entreprises qui promeuvent une certaine ouverture en commercialisant des modèles à poids ouverts, comme dans le cas de Mistral. Au contraire, les entreprises cherchent à obtenir un avantage concurrentiel grâce à des sources de données propriétaires, notamment des données générées par les utilisateurs et des données personnelles provenant des réseaux sociaux et des plateformes en ligne, ainsi que des données obtenues dans le cadre d'accords commerciaux exclusifs. Le contenu web public reste une source de données importante, mais certains signes indiquent que le contrat social qui sous-tend le web ouvert s'affaiblit, les propriétaires de contenu retirant de plus en plus souvent leur consentement à l'indexation de leurs documents.

Cette dynamique contribue à un cercle vicieux, décrit par Stefaan Verhulst comme un « hiver des données ».

- une volonté déclinante de traiter les données comme un bien commun. Cet effet est particulièrement préjudiciable au développement de l'IA open source, qui n'a pas accès aux données propriétaires. Une asymétrie fondamentale est apparue : les acteurs dominants non européens opèrent avec beaucoup moins de contraintes, collectant souvent des données d'une manière qui ne tient pas compte des normes en matière de confidentialité ou de droits d'auteur, ce que les acteurs d'intérêt public dans l'UE ne peuvent et ne doivent pas imiter. Il en résulte un fossé croissant, les laboratoires européens étant de plus en plus privés de données d'entraînement.

Pour dépasser ces limites, la stratégie de l'Union en matière de données doit combler le fossé qui handicape actuellement les développeurs européens. Des systèmes d'IA compétitifs ne peuvent être construits uniquement à partir d'ensembles de données sectoriels sélectionnés, et les espaces de données communs européens n'ont pas encore apporté de solution suffisante. Pour relever ce défi, il faut également clarifier davantage le cadre juridique régissant l'utilisation des données accessibles au public par les développeurs basés dans l'UE. Une stratégie publique en matière de données d'IA devrait donc suivre une double approche : établir une sécurité juridique pour l'utilisation des données publiques, tout en créant un ensemble de données communes de haute qualité et spécialisées qui complètent les ressources publiques disponibles sur le web.

18 Frank Nagle et Daniel Yue, « The Latent Role of Open Models in the AI Economy », SSRN (2025), https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=5767103

Cela signifie que les efforts de partage des données doivent passer de la simple augmentation des volumes de données à l'amélioration de la qualité des données et à la mise en place de mécanismes de gouvernance qui permettent un partage équitable et durable tout en empêchant une utilisation abusive. L'objectif devrait être de soutenir un cycle de vie public de l'IA dans lequel le partage des ensembles de données de haute qualité sous-tend le développement de modèles d'IA open source.

Ces dernières années, peu d'interventions publiques ont visé à permettre le partage de données de haute qualité. Parallèlement, les espaces communs européens de données – une initiative phare de la précédente stratégie européenne en matière de données – n'ont pas été conçus pour fournir des ensembles de données ou garantir l'accès aux données publiques. Une exception notable est l'Alliance pour les technologies linguistiques (ALT-EDIC), lancée en mars 2025. Son objectif est d'élargir la disponibilité des données linguistiques européennes et de développer une infrastructure partagée pour les ressources linguistiques, soutenue par 4 millions d'euros obtenus par l'EDIC. Un montant supplémentaire de 88 millions d'euros provenant du programme « Europe numérique » a été alloué à quatre projets ALT-EDIC, dont OpenEuroLLM et LLMs4EU, tous deux axés sur le développement de modèles. High Performance Language Technologies (HPLT), un projet Horizon Europe doté d'un budget de 4 millions d'euros, contribue également en développant des ensembles de données linguistiques ouverts.

La stratégie Data Union récemment annoncée marque un nouvel accent mis sur le partage des données pour le développement de l'IA. Cependant, elle manque encore de mécanismes qui permettraient aux développeurs européens d'IA d'utiliser à grande échelle les données accessibles au public. Les laboratoires de données proposés doivent être davantage orientés vers le public. Ils devraient travailler en étroite collaboration avec le secteur public tant du côté de l'offre que de la demande de données, donner la priorité aux besoins du développement de l'IA open source – en particulier dans le cadre de l'initiative Frontier AI – et défendre le concept d'un patrimoine commun européen en matière de données, en considérant celles-ci comme un bien public.

Recommandations politiques

Clarté juridique sur la formation des modèles d'IA. L'Europe doit tirer parti de la flexibilité déjà intégrée dans son cadre juridique pour former des modèles d'IA à partir de données accessibles au public. Les bases juridiques existantes pour l'exploration de textes et de données,

énoncées aux articles 3 et 4 de la directive DSM (2019/790), devraient être explicitement confirmées comme couvrant la formation des modèles d'IA sur des données légalement accessibles et des ensembles de données légalement dérivés. En outre, la Commission européenne devrait préciser que le partage des ensembles de données dérivés préparés pour la formation de l'IA est autorisé pour les bénéficiaires au titre de l'article 3, y compris à des fins de recherche collaborative et de reproductibilité. Une telle clarification favoriserait une plus grande harmonisation des efforts de développement de l'IA en Europe, améliorerait l'efficacité de la collaboration transfrontalière en matière de recherche et contribuerait à garantir l'impact économique du développement de l'IA financé par des fonds publics.

Données publiques communes. Les laboratoires de données devraient être chargés de gérer un ensemble de données européennes communes fondé sur trois principes de gouvernance : permettre l'accès grâce à des cadres de partage des données et des interfaces d'autorisation clairs ; assurer une gouvernance collective par le biais d'institutions de confiance et en partenariat avec les communautés concernées ; et générer de la valeur publique grâce à des modèles de licence axés sur l'intérêt public.

Les institutions chargées de la gestion des données communes joueraient un rôle de contrôle, en prenant en charge différents types de données et en appliquant des modèles de gouvernance flexibles, allant des données ouvertes et de l'accès libre à des dispositions plus restrictives qui protègent les droits individuels et collectifs en matière de données. Une base de données commune européenne devrait également fournir l'infrastructure nécessaire pour héberger les ensembles de données utilisés pour la formation en matière d'IA et soutenir les institutions du secteur public à cet égard. Une telle initiative devrait permettre de débloquer les ensembles de données existants, en mettant l'accent sur ceux qui sont de grande qualité et pertinents. Elle devrait également créer de nouveaux ensembles de données pour les cas d'utilisation prioritaires pour lesquels aucune donnée n'est actuellement disponible. Cela inclut non seulement les données pour la préformation, mais aussi les ensembles de données d'instruction et d'évaluation. Pour y parvenir, il faudra mettre en place des mécanismes permettant d'identifier les cas d'utilisation hautement pertinents en collaboration avec le public, en soutenant une approche du développement de l'IA axée sur la demande. L'approche doit passer de la simple publication d'autant de données que possible à la création intentionnelle d'ensembles de données de haute qualité spécialement conçus pour la formation à l'IA.

6 | Conclusion : IA publique et déploiement ciblé des technologies d'IA

Les investissements européens dans les technologies numériques ont souvent favorisé les projets menés par l'industrie et axés sur la technologie, en mettant moins l'accent sur les approches orientées vers les problèmes et les besoins sociétaux concrets. En adoptant une vision plus éclairée et plus réaliste des technologies émergentes, le financement de l'UE pourrait donner la priorité aux initiatives qui répondent à des besoins réels et apportent une valeur tangible. Cela nécessite un équilibre prudent entre le soutien à l'industrie et la promotion des objectifs de valeur publique.

Il existe un risque qu'une stratégie européenne de déploiement de l'IA adopte un principe « AI first » (priorité à l'IA) sans discernement, accélérant ainsi le déploiement de technologies sans objectif clair. Une stratégie publique en matière d'IA offre une voie différente : une stratégie axée sur un déploiement ciblé et axé sur la demande, fondée sur des besoins clairement identifiés.

Le déploiement ciblé doit être un principe fondamental d'une stratégie publique en matière d'IA. Il garantit que l'IA n'est adoptée que lorsqu'il existe des preuves claires de ses avantages et de sa conformité avec les objectifs d'intérêt public. Les solutions d'IA appliquées doivent répondre à des défis sociétaux réels et servir les communautés à travers l'Europe. À cette fin, le financement public des technologies numériques devrait s'appuyer plus explicitement sur une politique de recherche et d'innovation axée sur des missions et allouer des ressources suffisantes pour résoudre des problèmes définis, plutôt que de poursuivre des ambitions technologiques pour elles-mêmes.

Une stratégie publique européenne réussie en matière d'IA permettra de créer des mécanismes de gouvernance solides, capables d'élaborer des feuilles de route précises et ciblées pour le déploiement de l'IA. Cela implique notamment d'être prêt à identifier les cas dans lesquels l'IA n'est pas une solution appropriée et à concentrer les efforts de déploiement là où ils créent manifestement de la valeur.

Commandé par

© Bertelsmann Stiftung, Gütersloh Janvier 2026

Éditeur | Bertelsmann Stiftung

Carl-Bertelsmann-Straße 256 | 33311 Gütersloh

Téléphone +49 5241 81-0 | www.bertelsmann-stiftung.de

Responsable | Dr Felix Sieker | Chef de projet Numérisation et bien commun

Téléphone +49 30 275788-156

felix.sieker@bertelsmann-stiftung.de Mise en page

| Nicole Meyerholz, Bielefeld Révision | Barbara

Serfozo, Berlin

Illustration de couverture | Jakub Koźniewski, Varsovie

DOI 10.11586/2026001

Droits | Le **texte** et l'**illustration de couverture** de cette publication sont soumis à la licence Creative Commons Attribution 4.0 International License. Vous trouverez le texte complet de la licence à l'adresse suivante : <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode.en>



Tous **les logos** sont exclus, car ils sont protégés par le droit d'auteur, ne sont pas couverts par la licence CC susmentionnée et ne peuvent être utilisés.